



Notes de lecture / Readings notes / Informes

Poyraz, M., *Intervention sociale et animation, gestion communautaire ou éducation populaire ?* L'Harmattan, coll. Questions contemporaines, Paris, 2015, 210 p., 21 euros

Loïc Gandais

Chargé de mission Habitat au Conseil régional d'Ile-de-France

Le coup de projecteur qu'apporte le dernier ouvrage de Mustafa Poyraz sur l'animation socioculturelle développée au sein des quartiers populaires, en périphérie parisienne ou à Istanbul, apportera aux spécialistes de ces questions un éclairage et des témoignages fort enrichissants sur les dynamiques à l'œuvre au sein des quartiers en difficulté et sur l'évolution caractéristique des métiers de l'animation sociale en France, au cours des dernières décennies.

La comparaison entre les deux métropoles apparaîtra d'autant plus pertinente que le lecteur pourra appréhender la diversité d'impact provenant de dynamiques locales, tantôt spontanées (Istanbul), tantôt institutionnalisées (Paris).

Mais surtout, cette approche thématique experte des métiers de l'animation bénéficie d'une contextualisation (urbaine, sociale, politique, religieuse, historique) qui, d'un côté, aide à dévoiler les écrans et les pare-feu mis en place par les institutions pour dissimuler l'impasse d'une politique d'intervention sociale basée sur la gestion des dynamiques communautaires aggravant l'enfermement de certains territoires et, de l'autre côté, inaugure une critique en règle du mouvement, désormais spectral, de l'Education populaire, auquel il reste, malgré tout, personnellement et profondément attaché.

S'appuyant sur les investigations inlassablement menées au sein des quartiers populaires par l'auteur, sur l'expérience conjointement tirée de son activité pédagogique de formateur auprès des futurs animateurs socioculturels et profitant de son aisance à échanger avec les représentants de toutes communautés, le présent ouvrage livre une auscultation tout azimut des activités relevant de l'animation sociale, perçues du côté des usagers, comme des familles, des praticiens, ainsi que des collectivités prescriptrices. C'est aussi une lecture de la société française passée au prisme des valeurs de l'Education populaire et des préceptes formulés par des auteurs aussi variés que Condorcet ou Saul Alinski.

A cela s'ajoute une grande familiarité avec les dynamiques sociales de la société turque et les caractéristiques contemporaines de l'évolution socio-urbaine d'Istanbul, atouts supplémentaires qui contribuent indéniablement à façonner un regard original et pertinent, légitimant tantôt une prise de distance salutaire avec les affres du jeu institutionnel hexagonal, justifiant tantôt sa conviction indéfectible dans le ressort émancipateur de l'Education populaire dont l'auteur pressent l'efficience dans le contexte urbain stanbouliote.

Et c'est bien cette profondeur d'analyse qui permet au profane que je suis - n'étant pas spécialiste de l'animation sociale - de présenter malgré tout et avec grand enthousiasme cet ouvrage, car le sujet de l'animation y est toujours directement relié aux enjeux de nature politique ou philosophique.

Ainsi, les lieux dédiés à l'animation apparaissent-ils d'emblée comme le théâtre de jeux de pouvoir et de stratégies concurrentielles développées tantôt par les animateurs, tantôt par les institutions, tantôt par les jeunes des quartiers ; manifestant au grand jour des enjeux qui excèdent largement la seule problématique explicite de la gestion ou du management et qui ont à voir avec la maîtrise directe des territoires et du discours symbolique associé à cette maîtrise.

Plus particulièrement inédite est la description fine des différentes postures que peuvent adopter les animateurs sociaux intervenant en banlieue parisienne (l'animateur copain, l'institutionnel, l'autonome). Les portraits ainsi esquissés par Mustafa Poyraz constituent un matériau d'autant plus fécond qu'il lève le voile sur le mal-être existentiel vécu au quotidien par nombre d'intervenants locaux écartelés entre différentes formes de loyauté, plus ou moins assumées et, in fine, foncièrement incompatibles (l'action éducative militante, l'exercice maïeutique d'émancipation citoyenne, l'impérieuse mise en œuvre des prescriptions institutionnelles, l'approche gestionnaire et programmatique, l'expertise professionnelle segmentée...).

Exercice salutaire s'il en est, en cette période d'engouement vague pour l'empowerment, car ses descriptions aident à comprendre dans quel contexte ce dernier peut véritablement prendre essor.

Socialisation et individualisation ne peuvent en effet émerger de concert sans une vision du monde explicitement portée et défendue dans un cadre fondamentalement politique, aidant à problématiser le rapport laïc au collectif et à l'universel (cf notamment la fameuse égaliberté conceptualisée par Etienne Balibar).

De cela, nous n'en trouvons malheureusement plus trace dans l'action publique étiquetée depuis plus de trente ans « politique de la ville », laquelle, à force de diffraction systématique - diffraction des quartiers, des publics, des missions, des habitants, des animateurs, des maisons de quartier, des temps vécus - a eu raison de la capacité de l'homme-citoyen à se dédoubler, à résister et à prendre distance vis-à-vis de lui-même comme de ses pairs, dans un exercice toujours délicat de re-présentation.

La perception de la logique de diffraction à l'œuvre, à l'instigation des pouvoirs publics, particulièrement bien illustrée et dénoncée par Mustafa Poyraz, permet de saisir, comme par l'effet d'un renversement dialectique, comment l'institutionnalisation généralisée de la vulnérabilité a pu être enfantée par les politiques d'animation sociale (vulnérabilité des habitants des quartiers populaires, bien sûr, mais aussi des animateurs et, par ricochet, de la classe politique).

L'inquiétude parallèle que l'on perçoit chez l'auteur d'une même dynamique de repli et de cession à l'œuvre dans certains quartiers périphériques d'Istanbul, du fait de l'activisme religieux, ne doit pas occulter l'analyse également féconde conjointement proposée sur l'efficience du maillage socio-urbain propre à cette imposante métropole d'Istanbul. En dépit de ses profondes carences (absence d'espaces verts, de lieux expressément dédiés à l'animation sociale...) ce maillage semble en effet offrir plus ou moins spontanément un cadre de centralités et de polyvalences opportunément propice à l'émergence d'une émancipation citoyenne élargie.

Cette comparaison entre Paris et Istanbul invite en effet, malgré le tempérament évoqué à l'instant, à une réflexion renouvelée sur l'envergure de toute action institutionnelle, dont on comprend, à travers cet ouvrage, qu'elle trouverait à s'enrichir par une refondation de l'espace public, largo sensu.

Car la construction d'espaces vides proposant un simulacre de paix sociale est l'antithèse même de l'espace public conceptualisé par l'auteur :

- espace conçu comme lieu d'expression de conflictualités assumées et orientées vers la construction de liens forts et faibles ;
- lieu où prévaudrait le souci pédagogique d'une contribution citoyenne accomplie (contributions en nature, en espèce, affective et symbolique, pour reprendre la terminologie du sociologue Michel Miaille¹, autre ardent défenseur de l'Education populaire) ;
- enfin, lieu définitivement étranger aux ambitions purement technocratiques, programmatiques et occupationnelles, qui font de la ville un zoo et encore plus récemment le théâtre d'émeutes et d'attentats.

Si le diagnostic développé dans cet ouvrage frappe juste et fort et mérite donc largement qu'on s'y attarde, il n'en reste pas moins vrai que cette interpellation n'a, malheureusement, que peu de chance d'être entendue par la classe politique actuelle, tant celle-ci semble avoir abdiqué toute prétention à régénérer en profondeur un tissu social abandonné à toutes formes de désaffiliations.

Et pour cause : comme l'évoquait en son temps Charles Péguy², la jeunesse d'une nation ne s'éduque qu'à la condition préalable que la société elle-même s'enseigne (qu'elle assume publiquement ses valeurs et que ses actes soient en conformité avec la vision collective dont elle est porteuse). Car les jeunes ne sont jamais dupes. Or la société française ne sait plus s'enseigner. Est-ce par désarroi ou par pure hypocrisie ? Difficile à dire (Cf l'analyse de Peter Sloterdijk in Libération, en date du 15 avril 2015 : « Peter Sloterdijk, Krach pour la France »). Dès lors, le prisme de l'intervention auprès des jeunes et de l'animation sociale choisi par Mustafa Poyraz illustre très clairement cette impasse française et l'impuissance corrélative de ses institutions.

Force est de reconnaître, cependant, que le mal appelle un remède qui ne se résume pas à la mise en œuvre d'une accessibilité généralisée à tous les réseaux existants et disponibles, aussi efficaces soient-ils pour activer les processus d'émancipation recherchés. L'enjeu est donc monumental si tant est que les militants des mouvements d'Education populaire, à l'image de Mustafa Poyraz, veuillent encore s'y atteler.

1. Michel Miaille, in : « Citoyenneté et école : de quelques malentendus », L'Harmattan, juillet 2001.

2. Charles Péguy in « Pour la rentrée (1904) – Œuvres en prose complètes. Gallimard, Collection Bibliothèque de la Pléiade.

